

BGE 150 V 354

Bundesgericht (BGE), 2024-06-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_BGE_150_V_354

FR: ATF 150 V 354

IT: DTF 150 V 354

Regeste

Regeste Art. 16 ATSG; Invaliditätsgrad; Berücksichtigung einer lohnmässigen Weiterentwicklung bei der Bestimmung des Valideneinkommens; Abgrenzung zwischen Kompetenzniveau 2 und 3 bei der Bemessung des Invalideneinkommens gestützt auf die Schweizerische Lohnstrukturerhebung des Bundesamts für Statistik (LSE). Die Rechtsprechung setzt für die Berücksichtigung einer beruflichen Weiterentwicklung bei der Festsetzung des hypothetischen Valideneinkommens nicht voraus, dass eine entsprechende Anstellung bereits gesichert wäre. Im vorliegenden Fall sind hinreichend konkrete Schritte des Versicherten ausgewiesen für die Annahme einer solchen Entwicklung (E. 5). Bei der Wahl zwischen Kompetenzniveau 2 oder 3 kommt es vor allem darauf an, ob die betroffene Person für die in Frage kommenden Tätigkeiten qualifiziert ist. Im vorliegenden Fall fehlt es dem Versicherten mangels Diplomen und Erfahrung in den in Betracht gezogenen Branchen und Berufen (insbesondere juristischer Mitarbeiter, Fotograf oder Unternehmensleiter) an hinreichenden Kenntnissen, die es ihm erlaubten, die damit verbundenen Anforderungen zu erfüllen, sodass sich die Anwendung von Kompetenzniveau 2 rechtfertigt (E. 6).

Regeste Art. 16 LPG; taux d'invalidité; prise en compte de l'évolution des salaires dans la détermination du revenu sans invalidité; délimitation entre les niveaux de compétences 2 et 3 lors de la fixation du revenu d'invalidé sur la base de l'Enquête suisse sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique (ESS). La jurisprudence n'impose pas de certitude d'engagement pour tenir compte d'une évolution professionnelle dans l'évaluation du revenu hypothétique sans invalidité. En l'espèce, l'assuré avait procédé à des démarches suffisamment concrètes pour que cette évolution soit admise (consid. 5). En ce qui concerne la détermination du niveau de compétences 2 ou 3, l'accent est avant tout mis sur le type de tâches à assumer en fonction des qualifications de la personne concernée. En l'espèce, en l'absence de diplômes et vu le manque d'expérience dans les domaines et professions considérés (notamment, secrétaire juridique, photographe ou dirigeant d'entreprise), l'assuré ne dispose pas d'un vaste ensemble de connaissances lui permettant d'assumer les tâches y afférentes, ce qui justifie la prise en considération du niveau de compétence 2 (consid. 6).

Regesto Art. 16 LPG; tasso d'invalidità; presa in considerazione dell'evoluzione dei salari nella determinazione del reddito senza invalidità; delimitazione tra i livelli di competenza 2 e 3 nella determinazione del reddito da invalido sulla base della Rilevazione svizzera della struttura dei salari dell'Ufficio federale di statistica (RSS). La giurisprudenza non impone una certezza di assunzione per tenere conto dell'evoluzione professionale nella valutazione del reddito ipotetico senza invalidità. Nella fattispecie, l'assicurato aveva intrapreso dei passi sufficientemente concreti affinché questa evoluzione sia ammessa (consid. 5). Per quanto concerne la determinazione del livello di competenza 2 o 3, l'accento è messo soprattutto sul tipo di compiti da assumere in funzione delle qualifiche della persona

interessata. Nel caso specifico, in assenza di diplomi e vista la mancanza di esperienza negli ambiti e nelle professioni considerati (segnatamente, segretario giuridico, fotografo o dirigente d'azienda), l'assicurato non dispone di un vasto insieme di conoscenze che gli permetta di assumersi i relativi compiti, il che giustifica la presa in considerazione del livello di competenza 2 (consid. 6).

Erwägungen

E. 5

En ce qui concerne le revenu sans invalidité, la recourante s'en prend à l'appréciation des preuves effectuée par la cour cantonale, d'après laquelle l'intimé serait, sans accident, devenu membre de l'unité d'élite des douanes "MEK Helvetia".

E. 5.1

Selon la jurisprudence, le revenu que pourrait réaliser l'assuré sans invalidité est en principe établi sans prendre en considération les possibilités théoriques de développement professionnel (lié en BGE 150 V 354 S. 357 particulier à un complément de formation) ou d'avancement, à moins que des indices concrets rendent très vraisemblable qu'elles se seraient réalisées. Cela pourra être le cas lorsque l'employeur a laissé entrevoir une telle perspective d'avancement ou a donné des assurances en ce sens. En revanche, de simples déclarations d'intention de l'assuré ne suffisent pas; l'intention de progresser sur le plan professionnel doit s'être manifestée par des étapes concrètes, telles que la fréquentation d'un cours, le début d'études ou la passation d'examens (ATF 145 V 141 consid. 5.2.1; arrêts 8C_287/2023 du 13 décembre 2023 consid. 2.3; 8C_45/2022 du 3 août 2022 consid. 3.2 et les références, in SVR 2023 UV n° 7 p. 19). Ces principes s'appliquent aussi dans le cas de jeunes assurés (arrêts 8C_287/2023 du 13 décembre 2023 consid. 2.3; 8C_550/2009 / 8C_677/2009 du 12 novembre 2009 consid. 4.2, in SVR 2010 UV n° 13 p. 52). Le point de savoir si le salaire réel aurait augmenté grâce à un développement des capacités professionnelles individuelles, notamment un changement de profession, doit être établi au degré de la vraisemblance prépondérante (arrêt 8C_45/2022 du 3 août 2022 consid. 3.2 et les références, in SVR 2023 UV n° 7 p. 19).

E. 5.2

Les premiers juges ont évalué que l'absence d'engagement effectif au sein de l'unité "MEK Helvetia", de même que l'absence d'assurances données par l'AFD quant à cet engagement, ne permettait pas d'en conclure que les perspectives de développement professionnel n'avaient pas été rendues vraisemblables. Ce qui était déterminant, c'était que l'intention de progresser s'était manifestée par des étapes concrètes. À ce propos, il ressortait du courriel du 28 janvier 2021 de l'AFD que l'intimé, avant la péjoration de son état de santé, avait débuté le cours de base "MEK Helvetia". Même s'il n'avait effectivement pas rejoint cette unité, et bien que la participation au cours de base ne donnait pas le droit d'occuper un poste spécifique au sein de l'unité spéciale des douanes, on ne pouvait pas nier que l'intention de progresser de l'intimé ait dépassé le stade des simples déclarations d'intention, celui-ci ayant pris des dispositions concrètes en vue d'obtenir les prérequis nécessaires pour rejoindre l'unité en question. L'intimé avait d'ailleurs dû mettre un terme à la fréquentation de ses cours et sa postulation n'avait pas été prise en compte en raison de ses facultés physiques restreintes de par l'état de sa cheville. Selon le degré de la vraisemblance prépondérante, sans l'accident, l'intimé aurait développé ses compétences professionnelles et aurait pu

rejoindre l'unité d'élite. Or, le BGE 150 V 354 S. 358 montant des indemnités ("de nuit, de dimanche, ...") n'était pas déterminable d'après les pièces du dossier, ce qui exigeait de renvoyer la cause à la recourante pour qu'elle procède à une instruction complémentaire afin de pouvoir fixer le revenu sans invalidité sur la base du salaire auquel l'intimé aurait pu prétendre en tant que membre de cette unité.

E. 5.3

La recourante critique l'appréciation du tribunal cantonal dans la mesure où elle ne serait pas fondée sur les pièces du dossier mais uniquement sur les déclarations, non étayées, de l'intimé. En premier lieu, l'AFD n'aurait jamais indiqué que ce dernier était ou serait membre de ce corps d'élite. Aucune garantie n'aurait jamais été donnée à l'intimé, lequel n'aurait à aucun moment dépassé le stade de simple candidat potentiel à une offre d'emploi avec toutes les incertitudes que cela représente. Il n'aurait eu, au demeurant, aucune assurance quant à la réussite de son "cours de base MEK Helvetia". Deuxièmement, l'AFD aurait souligné que l'intimé, qui était attribué "au poste gardes-frontière U.", n'avait pas pu être retenu "dans le cadre d'une procédure de nomination", sa blessure ayant "empêché une prise en compte de sa postulation à la place mise au concours". Il ressortirait de l'ensemble de ces indications que l'intimé aurait été en poste aux gardes-frontière de U., aurait déposé sa candidature pour un poste mis au concours par l'AFD et aurait été en train de suivre un cours de base pour cette fonction. Néanmoins, la procédure de sélection aurait été encore en cours et aucune perspective d'avancement ou assurances en ce sens n'auraient été données. En d'autres termes, il n'aurait nullement été démontré au degré de la vraisemblance prépondérante que l'intimé aurait, d'une part, réussi sa formation de base et, d'autre part, qu'il aurait été finalement engagé au sein de l'unité MEK Helvetia.

E. 5.4

Contrairement à ce que soutient la recourante, les premiers juges ont bien fondé leur appréciation sur des circonstances confirmées dans les pièces du dossier. Par courriel du 5 mars 2021, en transmettant le descriptif du poste à la recourante, l'ancien employeur indique certes que l'intimé était "à l'essai" mais n'avait jamais rejoint l'unité en question. Il résulte néanmoins du courriel du 28 janvier 2021 de l'AFD que l'intimé avait bien débuté son cours de base MEK Helvetia et que s'il avait dû l'interrompre en raison des atteintes à sa santé, sans avoir acquis un droit d'occuper un poste spécifique au sein de cette unité, il avait néanmoins été encouragé à repostuler. BGE 150 V 354 S. 359 Sur la base de ces éléments il est possible de constater, à l'instar de la cour cantonale, que l'intimé avait effectivement manifesté son intention de progresser par la fréquentation - concrète - du cours de base, se trouvant d'ailleurs dans une période d'essai, lui permettant de participer à la sélection pour le poste dans l'unité d'élite des douanes. Cet aspect est d'ailleurs admis par la recourante elle-même, bien qu'elle souligne principalement le fait qu'il n'y aurait eu aucune assurance que l'intimé termine ladite formation ou rejoigne l'unité spéciale. Or, contrairement à l'exigence de fréquentation d'un cours, la jurisprudence ne prévoit pas qu'il y ait une certitude d'engagement. Qui plus est, la circonstance selon laquelle l'intimé n'avait pas pu être retenu dans le cadre d'une procédure de nomination en raison de son accident, mise en avant dans le recours en citant une attestation de l'AFD datée du 27 novembre 2017, permet de confirmer la conclusion des premiers juges plutôt que de l'infirmier. Par ailleurs, dans ce document figure encore qu'"une nouvelle approche pourra être envisagée lorsque [l'intimé] sera totalement rétabli". Dans un tel contexte, et vu également les compétences de l'intimé mises en évidence par la recourante elle-même à propos de la détermination du revenu

d'invalidé (cf. consid. 6.3 ci-après), on peut raisonnablement admettre, comme les premiers juges, que l'intention de progresser de l'intimé ne s'était pas uniquement limitée à de simples déclarations, et que le développement professionnel en question est établi au degré de la vraisemblance prépondérante. Par conséquent, l'arrêt cantonal peut être confirmé sur ce point.

E. 6

La recourante s'en prend également au niveau de compétence pris en compte par la cour cantonale dans la détermination du revenu d'invalidé de l'intimé.

E. 6.1

Depuis la dixième édition de l'ESS (2012), les emplois sont classés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) par profession en fonction du type de travail qui est généralement effectué. Les critères de base utilisés pour définir le système des différents groupes de profession sont les niveaux et la spécialisation des compétences requis pour effectuer les tâches inhérentes à la profession. Quatre niveaux de compétence ont été définis en fonction de neuf grands groupes de professions (voir tableau T17 de l'ESS 2012 p. 44) et du type de travail, de la formation nécessaire à la pratique de la profession et de l'expérience professionnelle (voir tableau TA1_skill_level de l'ESS 2012; ATF 142 V 178 consid. 2.5.3). Le niveau 1 est le BGE 150 V 354 S. 360 plus bas et correspond aux tâches physiques et manuelles simples, tandis que le niveau 4 est le plus élevé et regroupe les professions qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé (on y trouve par exemple les directeurs/trices, les cadres de direction et les gérant[e]s, ainsi que les professions intellectuelles et scientifiques). Entre ces deux extrêmes figurent les professions dites intermédiaires (niveaux 3 et 2). Le niveau 3 implique des tâches pratiques complexes qui nécessitent un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé (notamment les techniciens, les superviseurs, les courtiers ou encore le personnel infirmier; arrêt 8C_50/2022 du 11 août 2022 consid. 5.1.2, in SVR 2023 UV n° 8 p. 22). Le niveau 2 se réfère aux tâches pratiques telles que la vente, les soins, le traitement des données, les tâches administratives, l'utilisation de machines et d'appareils électroniques, les services de sécurité et la conduite de véhicules (arrêt 8C_444/2021 du 29 avril 2022 consid. 4.2.3 et les arrêts cités). L'application du niveau 2 se justifie uniquement si la personne assurée dispose de compétences ou de connaissances particulières (arrêt 8C_202/2022 du 9 novembre 2022 consid. 4.1 et les arrêts cités; pour le tout, cf. arrêt 8C_605/2022 du 29 juin 2023 consid. 4.2.2, in SVR 2023 UV n° 47 p. 165). L'accent est donc mis sur le type de tâches que l'assuré est susceptible d'assumer en fonction de ses qualifications mais pas sur les qualifications en elles-mêmes (arrêts 8C_293/2023 du 10 août 2023 consid. 4.2 in fine; 8C_801/2021 du 28 juin 2022 consid. 2.3; 8C_66/2020 du 14 avril 2020 consid. 4.2.1 et les références). Il faut encore préciser que l'expérience professionnelle de plusieurs années dont peut se prévaloir un assuré - sans formation commerciale ni autre qualification particulière acquise pendant l'exercice de la profession - ne justifie pas à elle seule un classement supérieur au niveau de compétence 2, dès lors que dans la plupart des secteurs professionnels un diplôme ou du moins des formations et des perfectionnements (formalisés) sont exigés (arrêts 9C_486/2022 du 17 août 2023 consid. 7.3.3 in fine; 8C_444/2021 du 29 avril 2022 consid. 4.2.4; 8C_581/2021 du 19 janvier 2022 consid. 4.4; 9C_148/2016 du 2 novembre 2016 consid. 2.2).

E. 6.2

La cour cantonale a constaté que l'intimé bénéficiait d'une maturité gymnasiale bilingue, qu'il avait fréquenté la Faculté de droit BGE 150 V 354 S. 361 de l'Université de Neuchâtel pendant trois ans sans toutefois obtenir de diplôme correspondant, puis obtenu le brevet fédéral de garde-frontière ainsi qu'un certificat de formateur d'adultes. En outre, il s'adonnait à des activités accessoires et gérait plusieurs structures et sociétés. Cependant, à l'exception du brevet fédéral de garde-frontière et du certificat de formateur d'adultes, ses autres expériences pratiques n'avaient été sanctionnées par aucun diplôme. Tel était le cas pour les connaissances juridiques qu'il avait acquises après avoir suivi pendant trois ans des cours de droit à la Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel. Il en était ainsi également pour les compétences dans le domaine administratif, l'intimé n'étant pas en possession, en particulier, d'un certificat fédéral de capacité (CFC) d'employé de commerce, ni d'une longue expérience pratique dans ce domaine. Par conséquent, il apparaissait pour le moins douteux qu'il puisse exercer en qualité de secrétaire juridique. De même, on ne pouvait pas déduire du certificat de formateur d'adultes que l'intimé pourrait occuper une fonction d'instructeur/animateur, en l'absence encore de CFC ou d'expérience du terrain, ce qui était valable également pour la profession de photographe ou d'enseignant technique ou professionnel. En conclusion, le tribunal cantonal a jugé que l'intimé ne disposait pas de vastes connaissances dans un domaine spécialisé, de sorte que seul le niveau de compétence 2 pouvait entrer en considération.

E. 6.3

D'après la recourante, les brevets dont disposerait l'intimé correspondraient à des formations exigeantes et dont la qualité ne serait pas contestée sur le marché du travail. Le fait d'avoir suivi durant trois ans des cours de droit à l'Université de Neuchâtel impliquerait qu'il dispose de connaissances dans ce domaine. Il aurait pu demander une attestation de suivi de cours ou un relevé de notes au Bureau des immatriculations, ce que les premiers juges auraient négligé de prendre en considération. L'intimé serait donc loin d'être dénué de diplômes et d'attestations de ses compétences, y compris sur le plan juridique, ce qui apparaîtrait au demeurant sur son profil LinkedIn. Les premiers juges auraient en outre méconnu la notion de niveau de compétences et se seraient écartés de la jurisprudence du Tribunal fédéral en se référant presque exclusivement aux diplômes et attestations de l'intimé. Se référant au consid. 2.5.3 de l'ATF 142 V 178, la recourante soutient que ces derniers n'auraient plus qu'une incidence réduite dans ce cadre, alors que l'accent serait mis sur le type de tâches à assumer en fonction des compétences et non plus sur BGE 150 V 354 S. 362 les qualifications elle-mêmes. L'intimé aurait également une carrière en tant que photographe et réalisateur autodidacte et il occuperait une position dirigeante au sein de la société C. Sàrl. Associées aux diplômes précités, de telles connaissances et compétences permettraient à l'intimé de travailler sur des questions complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances spécialisées, en particulier dans les domaines de la sécurité des frontières, du droit, de l'administration et de la culture au sens large. Enfin, l'intimé aurait déjà exercé la fonction de formateur auprès du service des douanes et pourrait travailler en tant que secrétaire juridique, ces activités étant comprises dans le niveau de compétences 3, tout comme l'activité de photographe (par ailleurs non sanctionnée par un diplôme) et de dirigeant dans une petite entreprise.

E. 6.4

Les critiques sont mal fondées. Dans son évaluation, le tribunal cantonal a certes insisté sur l'absence de diplômes dans certains domaines mais il a aussi tenu compte de l'absence d'expérience de l'intimé dans ceux-ci, ce qui est conforme à la jurisprudence. En effet, comme on l'a vu ci-avant (consid. 6.1), et contrairement à l'interprétation effectuée par la recourante, pour la détermination du niveau de compétences l'accent est avant tout mis sur le type de tâches à assumer en fonction des qualifications de la personne concernée. Or, l'absence de diplômes attestant les qualifications que la recourante prête à l'intimé, rajoutée au manque d'expérience dans les domaines et professions indiqués par cette dernière ne permet pas de conclure qu'il disposerait d'un vaste ensemble de connaissances dans l'un ou l'autre domaine spécialisé, lui permettant ainsi d'assumer les tâches afférentes. En particulier, avoir suivi des cours de droit à l'université, toutefois sans titre universitaire à la clé, ne remplace pas la formation et l'expérience nécessaires pour accomplir les tâches spécifiques de la profession de secrétaire juridique, jamais exercée par l'intimé. Une attestation de suivi de cours ou un relevé de notes - qui auraient pu, par ailleurs, être obtenus par la recourante elle-même lors de l'instruction de la cause - n'auraient pas davantage permis d'en déduire le contraire. Il en va de même pour les autres domaines mentionnés par la recourante, en particulier la profession de photographe ou de "dirigeant d'une petite entreprise". Bien que l'intimé dispose d'une certaine expérience à cet égard, celle-ci a été développée dans son temps libre, à côté de son activité de garde-frontière. Sans nier d'emblée ses capacités, on ne peut pas considérer, selon le degré de la vraisemblance prépondérante, que l'intimé puisse BGE 150 V 354 S. 363 directement exercer ces mêmes activités en tant que professionnel et assumer les tâches pratiques complexes qui s'y rapportent. C'est donc à raison que les juges cantonaux ont pris en considération le niveau de compétences 2 dans la détermination du revenu d'invalidité. Le recours doit ainsi être rejeté sur ce point.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.